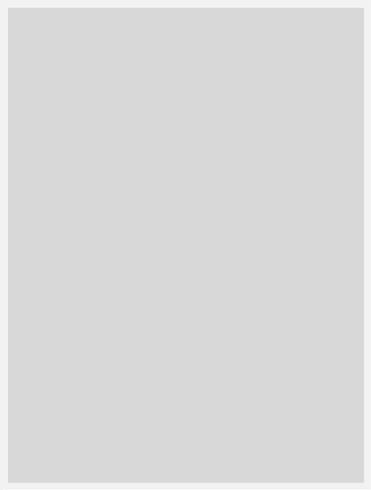


« Pour une nouvelle Entente Cordiale »



« Pour une nouvelle Entente Cordiale. La relance de l'alliance franco-britannique en matière de sécurité »

Ouvrage collectif dirigé par Yves Boyer, Pierre Lellouche et John Roper

Masson, Paris, 1988, 223 p.

Ouvrage également paru en anglais sous le titre *Franco-British defence cooperation : a new Entente Cordiale ?*, Londres, Routledge, 1989, 194 p.

Il y a deux ans, la France et le Royaume-Uni ont signé deux traités inédits de coopération de sécurité et de défense. Alors que ces traités font suite à de nombreuses tentatives d'initier ou relancer une coopération de défense en Europe. l'ouvrage traité ici est le seul consacré spécifiquement aux enjeux de la coopération franco-britannique dans le domaine. Aussi, bien que l'ouvrage date aujourd'hui de plus d'une vingtaine d'années, il nous paraît utile, et même nécessaire, d'en apporter une lecture critique qui puisse éclairer à la fois les développements actuels de cette relation bilatérale et les récits et commentaires qui en sont fait. En effet, à la lecture de *Pour une nouvelle Entente cordiale*, on se rend compte que ce sont toujours les mêmes freins qui empêchent le succès de ce partenariat de défense. En outre, les auteurs proposent des pistes de réflexion pertinentes pour développer plus avant ce partenariat. En conclusion de l'ouvrage, d'ailleurs, il est suggéré : « il conviendrait d'accompagner ce processus [de renforcement] par un acte politique dont l'aspect symbolique témoignerait de l'engagement des plus hautes autorités en faveur d'une nouvelle donne des rapports franco-britanniques. Pour y parvenir, un cadre formel défini par un traité doit être mis en place » (p.209).

L'objectif de cet ouvrage est triple. En faisant collaborer des personnalités britanniques et françaises pour la rédaction de cet ouvrage collectif, il s'agit de procéder à « une sorte de psychothérapie », d'identifier des points de convergence entre les modes de pensées des deux Etats dans le domaine de la sécurité et de la défense, et, enfin, de proposer des pistes pour l'avenir (p.9-10). Un autre intérêt de cet ouvrage est la diversité des profils des auteurs : certains travaillent dans le monde académique et/ou dans des instituts de recherche indépendants (Yves Boyer, Jacques Fontanel, Lawrence Freedman, Farouk Hussain, Peter Nailor, John Roper, Ron Smith, William Wallace), d'autres ont fait carrière dans les



forces armées (Jonathan Alford, Hugh Beach, Jean Chabeaud, Marcel Duval, Pierre Menanteau, François Valentin), un autre enfin travaille comme journaliste (Ian Davidson). L'ensemble des contributeurs s'accordent pour affirmer la nécessité de renforcer la coopération franco-britannique dans le domaine de la défense de manière à « renforcer leur sécurité, mais aussi pour contribuer efficacement à l'avenir de la sécurité de l'Europe dans son ensemble » (p.213). Toutefois, la pluralité des nationalités et des profils permet une grande diversité dans les approches et les points de vue, évitant ainsi tout dogmatisme.

L'ouvrage est composé de quatre parties thématiques. La première est consacrée au dossier nucléaire, la deuxième à la coopération entre forces armées, la troisième aux coûts et budgets de la Défense, et enfin, la dernière partie est composée d'articles à visée prospective, qui présentent des pistes de réflexion pour développer la coopération entre les deux pays. Chaque partie se divise en quatre chapitres, deux écrits par des auteurs français et deux autres par des auteurs britanniques, présentant ainsi les vues « nationales » sur chaque question abordée. Si le sujet de la coopération en elle-même est étudié, l'approche est, en fait, plutôt comparative.

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la coopération franco-britannique dans le domaine nucléaire, et plus précisément à ses enjeux et aux difficultés qu'elle représente. Les deux premiers chapitres du livre retracent l'histoire des politiques nucléaires britannique et française, expliquant comment les discordes sont apparues entre les deux pays et pourquoi les tentatives de coopération dans ce domaine, initiées dans les années 1940, ont échoué après les accords de Nassau entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis en 1962. Dans ce contexte, Peter Nailor alerte sur la nécessité de prendre en compte non seulement les avantages économiques engendrés par une éventuelle coopération dans le domaine nucléaire, mais également les gains et les coûts politiques associés. La France et le Royaume-Unis sont-ils prêts à changer leurs perspectives nationales opposées sur la question de l'autonomie (ou indépendance) nationale pour quelques gains budgétaires ? Au vu des difficultés rencontrées par la France et le Royaume-Uni au moment de coopérer dans le domaine nucléaire, le traité bilatéral signé en 2010 apparaît réellement comme une rupture historique.

Dans la seconde partie consacrée au domaine des forces conventionnelles, on remarque que la relation militaire franco-britannique a fortement progressé depuis les années 1980, mais on note également que la plupart des débats actuels ne sont, en fait, pas nouveaux. A l'époque où l'ouvrage est paru, la dernière opération menée conjointement par les deux alliés était l'expédition de Suez en 1956, et la France n'avait pas encore effectué son retour dans le commandement intégré de l'OTAN, ni procédé à la professionnalisation de ses forces armées. Le contexte international dans lequel se développent les politiques de défense nationales a lui aussi été transformé depuis la fin de la guerre froide, et par conséquent, bon nombre des conclusions concernant la défense du territoire européen contre le Pacte de Varsovie n'ont plus cours. Toutefois, la posture expéditionnaire qui rapprochait déjà la France et le Royaume-Uni, du fait de leur passé commun d'empire colonial, et qui les différençait ainsi d'autres puissances moyennes continentales comme l'Allemagne, ont aujourd'hui encore toute leur pertinence (voir la contribution de Marcel Duval). La question de l'intervention l'OTAN hors du continent européen était elle aussi déjà débattue. On note également que les questions des budgets de défense et des trous



capacitaires, présentées de manière si criante aujourd'hui, se posaient déjà dans les années 1980 pour les deux pays (chapitre de Hugh Beach). A l'époque, en effet, le gouvernement britannique décidait de réduire les dépenses d'environ 4% par an, optant pour la sous-traitance de certaines tâches de soutien et la collaboration internationale pour la production d'équipements, et la France limitait sa participation dans des exercices multilatéraux en raison de restrictions budgétaires également décidée par Paris. Autre similitude avec la période actuelle, la dimension organisationnelle et culturelle de la coopération entre armées. François Valentin souligne le problème des différentes structures d'armées et propose d'accroître les échanges de personnels pour contourner les difficultés qui s'y rapportent. Johnathan Alford conclut pour sa part sur une note quelque peu pessimiste au vu des développements actuels : « La France et la Grande-Bretagne ne sont pas sur le point de former ensemble une force de déploiement rapide pour des interventions hors zone. Cela n'aurait d'ailleurs que peu de sens, étant donné la nature différente de leurs intérêts et de leurs engagements dans le Tiers-Monde » (p.107).

La troisième partie de l'ouvrage examine les coûts de la défense en France et au Royaume-Uni avant d'aborder les opportunités de coopération en matière d'armement. A la lecture de la contribution de Farouk Hussain, il apparaît évident que les éléments justifiant l'importance d'une plus grande coopération en matière d'armement n'ont pas changé ces trente dernières années ; tout juste se font-ils plus pressants : augmentation des coûts de production, nécessité de préserver une infrastructure industrielle militaire, économies d'échelle, répartition des risques, concurrence avec les industries américaines, développement des technologies de pointe... A travers le récit du programme franco-britannique Jaguar, Farouk Hussain démontre en quoi les approches différentes des gouvernements français et britanniques vis-à-vis de la production d'armement compliquent la coopération dans ce domaine, notamment en ce qui concerne le partage des tâches ; une problématique qui perdure encore aujourd'hui. Pierre Menanteau fait le même constat, arguant que pour que deux pays coopèrent dans le domaine de l'armement « autrement qu'épisodiquement et au coup par coup » il est nécessaire qu'ils harmonisent leurs politiques de défense, leurs stratégies et leurs doctrines (p.160).

Dans la quatrième partie intitulée « Perspectives », la contribution de Ian Davidson est intéressante en cela qu'il se positionne en opposition aux contributions de Peter Nailor, qui voit dans l'avantage économique le moteur de la coopération, et de Pierre Menanteau, qui considère qu'une coopération dans le domaine de l'armement ne peut se faire que par l'harmonisation, plus générale, des politiques de défense. Davidson insiste sur la nécessité d'un changement d'orientation stratégique global à la tête de l'Etat, notamment en France mais également au Royaume-Uni, afin d'abandonner la croyance selon laquelle la sécurité nationale peut être assurée indépendamment des alliés européens et américain. L'auteur est globalement pessimiste au sujet de la faisabilité et de la désirabilité d'une alliance bilatérale franco-britannique. Jean Chabaud, dans le chapitre suivant est, lui, plus optimiste. Il revient sur l'évolution historique de cette relation bilatérale et montre les convergences stratégiques entre les deux Etats, qui « ouvrent la voie à des possibilités de coopération accrues ». Chabaud identifie plusieurs pistes pour développer cette coopération : la coopération nucléaire (analyse commune de la menace et des moyens), la coopération opérationnelle (multiplication des exercices, coopération opérationnelle autour des porte-avions), la coopération « hors zone » (intervention commune, partage de retours d'expérience). William Wallace note pour sa part que pour le Royaume-Uni, la France ne constitue qu'un



allié militaire parmi d'autres en Europe – les relations avec l'Allemagne et les Pays-Bas étant plus poussées – ce qui nous amène à relativiser les difficultés rencontrées aujourd'hui : la coopération franco-britannique de défense revient de loin. D'une manière générale, tous les auteurs s'accordent à dire qu'une plus grande intégration européenne en matière de défense ne peut se faire ni sans la France, ni sans le Royaume-Uni, tout comme un rapprochement franco-britannique ne peut, non plus, se faire contre les Etats-Unis ou contre l'Allemagne.

Pour conclure, on peut noter qu'une partie de l'ouvrage édité par Yves Boyer, Pierre Lellouche et John Roper est rapidement devenu obsolète étant donné l'évolution rapide du système international à la fin de la décennie 1980. Néanmoins, les personnes s'intéressant à la coopération franco-britannique dans le domaine de la défense dans la période actuelle auraient tort de ne pas lire les contributions de cette quinzaine d'auteurs français et britanniques, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, parce que cette coopération ne peut se comprendre que dans son contexte historique dont l'ouvrage retrace bien les évolutions. Ensuite, parce que malgré le tournant qu'ont connu les relations internationales à la chute de l'URSS, l'ouvrage nous fait remarquer que les problèmes qui se posent au moment de coopérer dans le domaine de la défense sont globalement les mêmes aujourd'hui qu'il y a trente ans, ce qui nous permet d'identifier les priorités qui doivent être celles d'une relation franco-britannique solide. Mais parallèlement, la lecture de l'ouvrage montre que les interventions militaires récentes traduisent une plus grande proximité stratégique entre la France et le Royaume-Uni aujourd'hui, et justifient d'autant plus un rapprochement. Enfin, il faut noter que les auteurs font preuve d'une grande habileté prospective, dans la mesure où ils ont su envisager ce rapprochement plus de 10 ans avant les accords de Saint Malo, et près de 25 ans avant la signature du traité de coopération dans les domaines militaire, capacitaire et nucléaire, qu'ils appelaient déjà de leurs vœux lors de la série de conférences qu'ils ont tenu en 1985 et 1986.

Alice Pannier

Doctorante associée à l'IRSEM

